

ÉCONOMIE (10 points)

Références au programme STMG Économie

THÈMES	NOTIONS	CONTEXTE ET FINALITES
IX. L'État a-t-il des marges de manœuvre en termes de politiques économiques ?		
IX.1. La politique économique	<ul style="list-style-type: none"> - Le libéralisme, l'interventionnisme. - Les finalités et objectifs des politiques économiques. - Les politiques conjoncturelles et structurelles. - L'expansion, la récession, la dépression. - La politique monétaire et l'instrument du taux d'intérêt. - La politique budgétaire, les prélèvements obligatoires. - Le solde budgétaire, la politique de relance, la politique de stabilisation. 	<p>Selon sa nature libérale ou interventionniste, l'État, par la mise en œuvre de politiques économiques, est amené à agir selon des degrés divers, pour réguler les marchés, promouvoir une politique sociale, mais également limiter les déséquilibres macroéconomiques (chômage, inflation, récession, déficit des échanges extérieurs).</p> <p>Ces politiques économiques visent :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une part, à créer les conditions d'un meilleur fonctionnement du système économique en faisant évoluer ses structures ; d'autre part, à réguler l'activité économique qui connaît à court terme des fluctuations. <p>Pour atteindre ses objectifs, la politique économique mobilise des instruments.</p> <p><i>Parmi les politiques conjoncturelles, on se situera au niveau de la zone euro en se limitant à l'étude de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>la politique monétaire et au rôle de la BCE; à cette occasion, le rôle du taux d'intérêt directeur sur l'activité économique est mis en évidence ;</i> <i>la politique budgétaire mise en œuvre par chacun des États.</i>
II. Comment se crée et se répartit la richesse ?		
II.3. La dynamique de la répartition des revenus	<ul style="list-style-type: none"> - Les revenus de transfert. - Le revenu disponible. 	<p>Les revenus de transfert ont pour objectif de corriger en partie la répartition primaire des revenus issus du partage de la valeur ajoutée. En prenant en compte les prélèvements obligatoires, on aboutit au revenu disponible.</p>

1. Établissez un lien entre le taux de croissance du PIB et le déficit public entre 2007 et 2015. (1,5 point)

Cette question vise à évaluer si le candidat est capable de :

- Identifier les informations pertinentes dans des graphiques et les mobiliser pour répondre aux questions posées.

Il est attendu des candidats une exploitation des annexes 1 et 2.

Le terme « établissez un lien » invite le candidat à mettre en évidence une corrélation entre les annexes 1 et 2.

Le taux de croissance du PIB pour la France et le Royaume-Uni est irrégulier sur la période 2007-2015.

En 2007, leur taux s'établit à 2,5 % pour chuter en 2008 et atteindre – 3 % pour la France et – 4 % pour le Royaume-Uni en 2009.

En parallèle, on observe un accroissement du déficit public entre 2007 et 2009 : pour le Royaume-Uni, il passe de 3 % du PIB à plus de 10 % du PIB. Pour la France, c'est la même tendance : le déficit public représente 2,5 % du PIB en 2007 puis 7 % en 2009.

À partir de 2010, le taux de croissance redevient positif pour les 2 pays : + 2 %. C'est à partir de cette année que s'amorce une baisse du déficit public qui se poursuit jusqu'en 2015 pour atteindre 4,5 % du PIB pour le Royaume-Uni et 3,5 % pour la France.

En conclusion, lorsque le taux de croissance d'un pays baisse fortement, nous pouvons constater une augmentation du déficit public. En revanche la reprise de la croissance a tendance à réduire les déficits.

2. Présentez l'impact de la consommation sur la croissance. (2 points)

On attend du candidat qu'il utilise l'annexe 5 en identifiant les informations pertinentes et qu'il mobilise ses connaissances.

Le terme « présentez » invite le candidat à décrire un mécanisme économique à partir d'une annexe et de ses connaissances.

La consommation des ménages permet aux entreprises d'augmenter leur niveau de production et, par conséquent leur richesse créée. Pour le pays, cela se traduit par une hausse du PIB et donc du taux de croissance.

Avec une production plus importante, les entreprises augmenteront leur demande sur le marché du travail. L'emploi crée plus de revenus pour les ménages. Cet accroissement du pouvoir d'achat peut favoriser la consommation et dynamiser la croissance. Cet impact est positif si et seulement si l'accroissement de la consommation ne se traduit pas par une hausse trop forte des importations. Dans ce cas l'augmentation du déficit commercial impose des mesures de rigueur.

3. Expliquez comment un État peut réduire son déficit public. (1,5 point)

Cette question vise à évaluer si le candidat est capable de :

- Expliquer les mécanismes économiques mis en jeu dans le problème considéré en s'appuyant sur les notions nécessaires.

Il est attendu du candidat l'exploitation des annexes 3 et 4 et la mobilisation de ses connaissances.

Déficit public : Recettes des administrations publiques – dépenses publiques < 0

Donc pour le diminuer : soit on diminue les dépenses publiques, soit on augmente les recettes (les prélèvements obligatoires).

L'État français fait le choix, dans le Projet de Loi de Finances 2017, de réduire le déficit public en diminuant les dépenses publiques mais également en réduisant les prélèvements obligatoires : cela signifie donc que les dépenses publiques vont diminuer plus fortement que les prélèvements obligatoires.

4. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante : (5 points)

La réduction du déficit public est-elle un frein à la croissance économique ?

Préconisations concernant l'utilisation du barème :

Le nombre d'arguments est indicatif. Certains candidats ont pu retenir un nombre d'arguments moins important, mais les développer de façon plus approfondie.

Dans son argumentation, le candidat doit exprimer une position claire. Le candidat peut se positionner sur un seul axe, la commission de correction ne doit pas exiger le développement d'un autre axe. Un candidat peut donc développer un seul ou deux axes. Dans le cas où un candidat développerait deux axes, un nombre égal d'arguments n'est pas attendu dans chacun des deux axes.

Une bonne argumentation est une argumentation fondée sur des savoirs disciplinaires, logiquement agencée et correctement exprimée.

Construction de l'argumentation		2 points
- Cohérence des arguments avec la question posée		0,5
- Logique globale de l'argumentation		0,5
- Présentation d'un point de vue argumenté		1
Arguments et concepts		3 points
- Construction des arguments : affirmation, justification par les mécanismes économiques, et éventuellement illustration par un exemple <i>Au moins trois arguments sont attendus</i>		2
- Utilisation pertinente des concepts économiques		1

Délimitation des concepts

Le déficit public est le besoin de financement de toutes les administrations publiques.

La croissance économique représente la variation du PIB entre 2 périodes. C'est un des quatre objectifs de la politique économique conjoncturelle.

Arguments :

Les arguments présentés par le candidat sont le fruit de déductions qu'il fait des informations contenues dans les annexes et sont issus de ses connaissances de cours. Il n'est pas attendu de phrase introductive ou conclusive. La position doit être exprimée tout au long de la réponse rédigée. Elle doit pouvoir être comprise à la lecture des arguments.

Axe 1 : Effectivement, réduire le déficit public constitue un frein à la croissance économique

Argument n° 1 (annexes 4 et 5 + connaissances) : La réduction du déficit public peut passer par une hausse des prélèvements obligatoires sur les agents économiques et donc diminuer leurs revenus :

- Pour les entreprises, cela peut freiner les investissements or ceux-ci sont nécessaires pour soutenir la croissance.
- Choisir d'augmenter les prélèvements obligatoires pour les entreprises (cotisations sociales) constitue un frein à l'embauche, donc à l'emploi.
- Pour les ménages, la conséquence est une baisse de leur consommation, facteur de croissance.

Argument n° 2 (connaissances) : Une réduction des déficits publics peut passer par une diminution des dépenses publiques. Dans ce cas on peut observer :

- Une diminution des prestations sociales (chômage, retraites) et donc une baisse du pouvoir d'achat et de la consommation,
- Une diminution des investissements publics, de l'État comme des collectivités territoriales,
- Une diminution des aides aux entreprises et donc de l'investissement de ces dernières.

Axe 2 : La réduction du déficit public peut être un soutien à la croissance

Argument n° 1 (annexes 1 et 2) : On voit qu'il y a des évolutions parallèles entre la baisse des déficits publics et la croissance. La croissance permet de diminuer les déficits publics. De même on peut penser que la réduction des déficits publics a un effet positif sur la croissance.

Argument n° 2 (annexe 4) : Le déficit peut être réduit tout en diminuant les prélèvements obligatoires (économie sur les dépenses publiques). Abaisser les prélèvements obligatoires favorise la croissance en permettant une augmentation de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises.

Argument n° 3 (connaissances) : Le déficit public est financé par l'emprunt. Le fait pour les administrations publiques de moins emprunter libère des ressources financières pour les entreprises. De même cela a un effet positif sur les taux d'intérêt, réduisant le coût de financement des entreprises.

Argument n° 4 (connaissances) : Réduire le déficit public limite le poids des intérêts à verser (charge de la dette). L'État aura donc plus de moyens pour agir en faveur de la croissance.

Argument n°5 (connaissances) : Baisser le déficit public en augmentant les prélèvements obligatoires, notamment sur les plus riches, permet une politique de redistribution vers les plus pauvres, or un supplément de revenu disponible pour les plus pauvres va davantage se transformer en consommation et donc en croissance que pour les plus riches, qui vont plutôt épargner.